



Nouveau rapport : la mobilité et la connectivité, piliers de l'essor de l'Afrique

Télécharger [la préface \(en français\)](#) et [le rapport \(en anglais\)](#)

11 mai 2026, Nairobi – La Fondation Mo Ibrahim publie un nouveau rapport intitulé L'Afrique en mouvement : accélérer la mobilité et la connectivité, à l'occasion du Africa Forward Summit organisé à Nairobi les 11 et 12 mai.

Ce rapport propose une vue d'ensemble complète de la situation actuelle et des défis à relever, en ce qui concerne tant les facteurs « immatériels » (réglementaires et institutionnels) encadrant la mobilité des personnes, des biens et des services à travers l'Afrique, que les infrastructures physiques de connectivité au sein d'un continent de plus de 30 millions de km², soit plus de sept fois la superficie de l'UE. Il met également en lumière les engagements importants déjà pris au niveau africain, bien que tous n'aient pas encore été pleinement mis en œuvre.

Le rapport souligne l'importance d'accélérer la mobilité et la connectivité sur l'ensemble du continent afin de renforcer l'intégration continentale et la mise en œuvre effective de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), ainsi que de faciliter et d'encourager les migrations régulières à l'intérieur du continent. Ces deux dimensions sont essentielles pour stimuler la mobilisation des ressources domestiques et ainsi garantir l'autonomie et la souveraineté du continent africain.

L'intérêt est considérable. La pleine mise en œuvre de la ZLECAf devrait porter le commerce intra-africain à 53 % (contre environ 18 % actuellement), faire croître le secteur manufacturier de 1 000 milliards de dollars, générer 470 milliards de dollars de revenus et créer 14 millions d'emplois d'ici 2035. Concernant les migrations, les données les plus récentes confirment que plus de 72 % des migrants d'Afrique subsaharienne restent sur leur propre continent, à la recherche de perspectives économiques et sociales.

Cependant, de nombreux obstacles subsistent en matière de mobilité et de connectivité sur ce vaste continent. Tous nécessitent un engagement renforcé et conjoint des acteurs politiques et économiques africains ainsi que de leurs partenaires, et pourraient également bénéficier d'échanges d'expertise et de bonnes pratiques avec d'autres unions économiques.

En ce qui concerne le cadre « immatériel » permettant la mobilité, la capacité des citoyens africains à circuler librement sur leur propre continent demeure limitée. Seuls quatre pays, le Mali, le Niger, le Rwanda et São Tomé-et-Príncipe, ont ratifié le Protocole de l'Union africaine sur la libre circulation des personnes adopté en 2018, les préoccupations liées à la sécurité, à l'opinion publique et à la réciprocité continuant de limiter le nécessaire engagement des gouvernements. Seuls 28 % des citoyens africains peuvent voyager dans d'autres pays africains sans visa. Par ailleurs, leur capacité à étudier ou travailler dans un autre pays africain est entravée par la faible reconnaissance des équivalences éducatives et professionnelles à l'échelle du continent.

La mobilité des biens et des services à travers le continent, essentielle au développement du commerce intra-africain, est freinée non seulement par les droits de douane, mais aussi par de nombreuses barrières non tarifaires, souvent « poste-frontière », telles que les normes sanitaires et phytosanitaires, ainsi que

les exigences en matière d'étiquetage et d'emballage. Enfin, la convertibilité limitée des devises africaines freine les échanges, entraînant une perte estimée à environ 5 milliards de dollars par an en frais de change.

Historiquement conçue pour accompagner un modèle économique fondé sur l'exportation de matières premières hors du continent, la connectivité intra-africaine demeure largement obsolète et orientée vers l'extérieur, et s'avère donc manifestement insuffisante pour répondre aux besoins d'un continent de 30 millions de km². Les déplacements à l'intérieur du continent restent plus lents, plus coûteux et moins directs que des trajets comparables dans toute autre région du monde.

Le transport terrestre, notamment routier, demeure de loin le principal mode de transport. Pourtant, les réseaux routiers sont souvent discontinus et dangereux, tandis que le transport ferroviaire souffre d'une interopérabilité limitée, de systèmes souvent obsolètes aux coûts d'entretien élevés, ainsi que d'une faible accessibilité pour les voyageurs et le fret. Au moins 13 pays, représentant environ 17 % de la population du continent, dont beaucoup sont enclavés, ne disposent toujours d'aucun accès ferroviaire direct à la mer. Le transport aérien intra-africain progresse, mais à partir d'une base très faible, et reste coûteux et là encore principalement tourné vers l'extérieur. Quant au réseau fluvial africain, il demeure un atout largement sous-exploité.

Conscients des besoins et des opportunités, les partenaires du continent ont renforcé leur engagement en matière d'infrastructures. La Chine notamment, à travers les projets des Nouvelles Routes de la Soie, bien que ceux-ci demeurent essentiellement orientés vers l'extérieur, reproduisant l'ancien modèle d'exportation de matières premières, désormais centré sur les minerais critiques. La stratégie européenne Global Gateway représente quant à elle un investissement et un engagement majeurs visant à renforcer les infrastructures internes du continent, autour de 55 « corridors stratégiques », dont 12 identifiés comme « corridors prioritaires » maillant la majeure partie de l'Afrique subsaharienne. Il reste que ces investissements reposent actuellement sur des secteurs comme l'acier et le ciment, dont il faudra réduire l'intensité carbone et que ces infrastructures nouvelles devront résister aux impacts du changement climatique. Tout cela entraînera une augmentation des coûts.

En conclusion, investir pour renforcer à la fois la mobilité et la connectivité à l'intérieur du continent présente des opportunités évidentes compte tenu de la demande existante, ainsi que de son impact positif manifeste sur l'intégration économique continentale, sur les perspectives d'emploi pour une jeunesse en forte croissance et sur le renforcement des migrations régulières au sein du continent. Cela appelle des actions conjointes de la part des gouvernements africains, dont l'engagement politique reste indispensable sur de nombreux points clés, ainsi que de leurs partenaires — pas seulement à travers des engagements financiers, mais également via des échanges d'expertise et de bonnes pratiques.

Mo Ibrahim, fondateur et président de la Fondation, a déclaré : « L'Afrique ne pourra exploiter pleinement son potentiel tant que la mobilité au sein de notre continent restera limitée et la connectivité obsolète et tournée vers l'extérieur. Nous parlons constamment d'intégration africaine, tout en rendant plus difficile pour un citoyen africain de franchir une frontière sur son propre continent que de le quitter complètement. Il faut que cela change. Il est temps d'accélérer l'intégration régionale — pour tirer nos propres bénéfices des immenses atouts de notre continent, qu'il s'agisse de ses ressources naturelles ou de sa démographie. »

Contact

Pour plus d'informations ou pour demander une interview, veuillez contacter :

- MIF media team, mifmedia@thorndonpartners.com, +44 7825 421910

Vous pouvez suivre la Fondation Mo Ibrahim sur :

- Site internet : mo.ibrahim.foundation
- LinkedIn : <https://www.linkedin.com/company/moibrahimfoundation>
- X : [@Mo_IbrahimFdn](https://twitter.com/Mo_IbrahimFdn)
- Facebook : <https://www.facebook.com/MoIbrahimFoundation>
- YouTube : <https://www.youtube.com/user/moibrahimfoundation>
- Instagram : <https://instagram.com/moibrahimfoundation>
- BlueSky : <https://web-cdn.bsky.app/profile/mo.ibrahim.foundation>
- Rejoindre le groupe WhatsApp : <https://whatsapp.com/channel/0029VaOPbjzKQuJBuBcUgvOb>
- S'inscrire à la newsletter de la Fondation Mo Ibrahim ici : <https://mo.ibrahim.foundation/news/2024/MIF-newsletter-now-live>

À propos de la Fondation Mo Ibrahim

Créée en 2006, la Fondation Mo Ibrahim a pour objectif de renforcer la voix de l'Afrique sur les grands sujets globaux, et met l'accent sur l'importance de la gouvernance et du leadership. La Fondation fournit des données et des analyses sur les défis du continent, réunit les principaux acteurs concernés pour des échanges et soutient des initiatives visant à améliorer le leadership et la gouvernance.

À cet égard, la Fondation concentre ses efforts sur la définition, l'évaluation, et l'amélioration de la gouvernance et du leadership en Afrique, facteurs prioritaires du progrès du continent. La Fondation accorde une importance toute particulière à la jeunesse africaine, acteur-clé de la construction de son propre continent. Cet objectif est atteint au travers de cinq initiatives :

- [L'Indice Ibrahim de la Gouvernance en Afrique](#)
- [L'Ibrahim Governance Weekend](#)
- [Le réseau Now Generation Network](#)
- [Les bourses et subventions Ibrahim](#)
- [Le Prix Ibrahim pour un leadership d'excellence en Afrique](#)